

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse

94 · Avril 2019

AZB 3001 Berne



## Place aux femmes !

En cette année féministe et à l'approche de la grève des femmes du 14 juin prochain, **SOCIALISTES** vous propose un numéro spécial, dont l'entier du contenu rédactionnel a été écrit par des femmes. Expérimentées, jeunes, ayant fait l'histoire, dans les coulisses ou encore élues fédérales, ce numéro valorise le mélange de compétences, de dynamisme, de diversité ou encore de courage dont nous, les femmes, faisons preuve au quotidien.

Parce que l'égalité est une question de volonté politique, le PS montre la voie : place aux femmes !

## L'IMAGE DU MOIS



Siméon Goy / PS Lausanne

Les conseillères d'État vaudoises de gauche: Cesla Amarelle (PS), Nuria Gorríte (PS), Rebecca Ruiz (PS) et Béatrice Métroz (Les Verts).

L'image est aussi belle que le symbole est fort ! Quatre femmes, de gauche, au Conseil d'État vaudois. La brillante élection de Rebecca Ruiz prouve, une nouvelle fois, que la gauche est le moteur du combat pour l'égalité des genres. Ce combat déborde au-delà des frontières partisanes en permettant désormais au Conseil d'État vaudois de compter cinq femmes parmi ses sept membres. Politiquement, c'est un succès. Symboliquement, un grand espoir pour la relève politique. De quoi inspirer peut-être les Grisons, le Tessin, Lucerne ou Appenzell Rhodes-Extérieures, qui ne comptent encore aucune femme au gouvernement.

## SOCIALISTE UN JOUR, SOCIALISTE TOUJOURS

Dans toute l'Europe, la social-démocratie est sur le déclin. Parallèlement, on assiste à une montée spectaculaire des forces nationales-populistes. Les socialistes ne portent-ils pas une part de responsabilité dans cette évolution ? N'ont-ils pas sacrifié les prolos au profit des bobos, alors qu'une politique de gauche devrait reposer sur une alliance entre « ceux d'en bas » et « ceux du milieu ». La gauche peut-elle renaître ? C'est à ces questions que tente de répondre Jean-Claude Rennwald. Son travail est celui d'un politologue, mais aussi d'un militant socialiste et syndical. Les socialistes ne pourront rebondir que s'ils osent à nouveau « essayer ». Un livre essentiel pour toutes celles et tous ceux qui pensent que la gauche ne doit pas mourir.

Editions de l'Aire, 296 pages, ISBN 9782940586998, 25 CHF  
[www.editions-aire.ch](http://www.editions-aire.ch)

Jean-Claude  
Rennwald

Socialiste  
un jour,  
socialiste  
toujours



L'Aire

les grands matins



## 2019, année des femmes !

Le 14 juin nous rendrons hommage à la grève de 1991 où le slogan principal était « À travail égal, salaire égal ». Dans le même élan, nous revendiquerons plus fortement que jamais tous ces droits bafoués qui ne nous sont toujours pas accordés. L'égalité salariale n'existe toujours pas en Suisse, la charge mentale qu'accordent les femmes au travail du « care » demeure immense et dépasse largement celle des hommes, le harcèlement de rue représente une réalité féminine, mais encore aucune étude n'a été entreprise pour détailler ce phénomène.

Pour cette édition de SOCIALISTES, ce sont nous, les femmes, qui prenons la plume et formulons deux souhaits : d'un côté, nous désirons donner une place aux femmes qui, tous les jours, se battent contre les inégalités dont les femmes sont victimes. Celles qui étaient là l'ont fait en 1991 déjà, les autres se donnent corps et âme en 2019. De l'autre, nous voulons mettre en avant les femmes qui défendent des causes politiques essentielles à notre société et qui sont toujours plus nombreuses, qu'elles en soient remerciées. Elles mènent des combats acharnés pour réduire le fardeau des primes d'assurance-maladie ou pour rappeler que la possession d'armes augmente les violences domestiques et que la révision de la loi, soumise au verdict populaire le 19 mai prochain, n'est qu'un petit pas dans la bonne direction.

Il faut retenir un élément de cette édition passionnante : en 2019 les femmes s'unissent, et c'est ensemble qu'elles vaincront les constructions sociales des représentations des genres.

Pauline Crettol  
Collaboratrice romande



# Socialisme à la suédoise



Rebeka Wyler,  
co-secrétaire  
générale

Fin mars, je me suis rendue en Suède dans le cadre de mon travail au PS Suisse. J'ai pu assister à leur congrès socialiste de trois jours à Örebro. «Petit» congrès postélectoral, à vrai dire, leur «grand» congrès de lancement de campagne ayant duré une semaine entière ! J'ai été très impressionnée par la tradition socialiste des pays scandinaves, malgré la défaite aux dernières élections du PS suédois qui doit désormais gouverner avec les partis bourgeois, ces derniers étant eux-mêmes mis sous pression par les populistes Démocrates de Suède. La gauche peut encore compter sur de nombreuses organisations de jeunes, de femmes ou de locataires, ainsi que sur les syndicats et les universités populaires. Il est tout aussi impressionnant de voir le nombre de femmes qui font vivre le mouvement, dont plusieurs «vétérans», qui occupaient déjà des postes importants au sein du parti et au Parlement suédois dans les années 1960.

Ce qui distingue le socialisme suédois, ce sont ses nombreux liens avec l'étranger. Plusieurs représentant-e-s de partis frères ont participé à ce congrès. Un programme spécial a été organisé pour les invité-e-s internationaux, sur la situation au Moyen-Orient et au Maghreb

par exemple. Les invité-e-s et les membres du gouvernement ont élaboré conjointement des stratégies pour faire face à la situation difficile autour de la Méditerranée, un échange exceptionnel.

Le troisième jour était consacré aux élections européennes de fin mai 2019. Frans Timmermans, tête de liste socialiste à la Présidence de la Commission européenne, a prononcé un discours fort, accompagné de plusieurs candidat-e-s suédois-e-s au Parlement européen. Le représentant de l'Union syndicale suédoise à Bruxelles a donné un compte rendu sidérant de la situation sur le marché du travail suédois : « Nous avons rencontré des gens misérables qui ne portaient même pas de chaussettes, qui dormaient à des températures inférieures à zéro dans des bâtiments en construction, à même le sol en béton ». Aucun-e de nos camarades en Europe n'aurait intérêt à ce que la protection des salaires et des conditions de travail se détériore en Suisse. Partout en Europe, le même combat : un salaire égal pour un travail égal au même endroit. Le congrès en Suède m'a confortée une fois de plus dans notre vision : ce n'est qu'ensemble que nous sommes forts.

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Crettol, Bastian Collet,  
Jonas Thion  
Production Atelier Bläuer, Berne

BEZAHLBARE  
PRÄMIEN  
FÜR ALLE

Jetzt die Prämien-  
Entlastungs-Initiative  
unterschreiben.

PRÄMIEN

# Initiative pour l'allègement des primes

Action de lancement de l'initiative – Berne,  
Waisenhausplatz, 26 février 2019

**LA SUISSE BÉNÉFICIE D'UN SYSTÈME DE SANTÉ DONT LA QUALITÉ EST UNANIMEMENT RECONNUE. MALHEUREUSEMENT, LE REVERS DE LA MÉDAILLE EST QUE NOUS SOMMES UN DES PAYS DE L'OCDE OÙ LES ASSURÉ-E-S PAIENT LE PLUS DE LEUR POCHE POUR LES SOINS DE SANTÉ.**

De 1996, date de la mise en œuvre de la LAMal, jusqu'à ce jour, les primes d'assurance ont plus que doublé alors que les salaires et les rentes AVS n'ont que faiblement progressé. En sus des primes, les patient-e-s participent aux coûts de la santé par différentes contributions (franchise, quote-part, nombreux médicaments non remboursés par l'assurance, frais de soins dentaires). Cette situation conduit à une participation des assuré-e-s à près de 30 % des coûts des prestations, en plus des primes qui représentent une charge toujours plus insoutenable pour nombre d'entre eux.

Différentes études récentes montrent que 15 à 25 % des personnes renoncent à certains soins pour des raisons financières et que les primes d'assurance-maladie correspondent à la deuxième cause d'endettement après les impôts. Les plus touchés sont les « working poors » et une grande partie de la population (28 % dans le canton de Vaud en 2017) doit recevoir des subsides pour s'acquitter de tout ou partie des primes qui représentent pour certains 14 %, voire 20 % de leur revenu. Cette charge est tout simplement injuste socialement et injustifiable. Ce système de prime par tête, sans tenir compte du revenu, a atteint ses limites et la concurren-



Brigitte Crottaz,  
conseillère nationale (VD)

rence, qui avait été mise en avant comme régulateur, a démontré sa totale inefficacité.

Le Parti socialiste a donc lancé, le 26 février dernier, une initiative populaire pour des primes abordables. Son objectif est d'augmenter les fonds destinés à la réduction des primes au niveau des cantons et de la Confédération et de limiter, pour les assuré-e-s, le poids des primes à un maximum de 10 % du revenu. Cette initiative permettra une harmonisation des pratiques cantonales et son coût est estimé à environ 4 milliards, répartis entre la Confédération (2/3) et les cantons (1/3). Le budget de la Confédération étant excédentaire, il serait plus cohérent de l'utiliser pour alléger les charges pesant sur les familles, les aîné-e-s et les personnes aux revenus modestes que pour augmenter, par exemple, les dépenses militaires.

De plus, le fait que la Confédération doive prendre en charge 2/3 des coûts générés par cette mesure devrait permettre de lever certains blocages dans la Berne fédérale, où les lobbies des assureurs et des pharmas sont excessivement puissants. Le Conseil fédéral aurait tout intérêt à se pencher sur des propositions constructives visant à réduire les coûts de la santé et, par là même, les primes.

Dans le canton de Vaud, la réduction des primes à 10 % du revenu a été mise en place dès le début 2019, comme une compensation sociale à la réforme de l'imposition des entreprises. 70 000 personnes devraient en bénéficier. Cette mesure permet une augmentation significative du pouvoir d'achat (330.-/mois pour une famille de 2 adultes et 2 enfants avec un revenu imposable de 90 000.-) et améliore concrètement la situation des assuré-e-s, en particulier celles et ceux de la classe moyenne, avec des effets nettement plus ciblés que des baisses d'impôt qui ne favorisent que les hauts revenus.

Ne payer que 10 % de son revenu pour s'acquitter de sa prime maladie est une vraie révolution et casse cette situation injuste et absurde où le milliardaire et l'ouvrier paient la même prime, et ceci pour chacun des membres de sa famille.

**15 à 25 % des  
personnes  
renoncent à  
certains soins  
pour des raisons  
financières.**



# « On voit que le thème répond à une attente »

**JULIE TARCHINI, CHEFFE DE PROJET AU SEIN DU SECRÉTARIAT CENTRAL DU PS SUISSE, A LA LOURDE TÂCHE DE COORDONNER LA CAMPAGNE DE RÉCOLTE DE SIGNATURES. SA MISSION : FAIRE RENTRER 120 000 SIGNATURES VALIDES À LA CHANCLERIE FÉDÉRALE D'ICI AU 26 AOÛT 2020. VOIRE MÊME UN PEU AVANT ...**



**On a pu voir des personnes enchaînées pour le lancement de la campagne le 26 février. Ont-elles pu être libérées dans l'intervalle ?** (Rires) Oui pas de souci ! On a créé des poids géants auxquels on avait attaché des camarades, plus ou moins volontaires, pour symboliser le poids des primes dans le budget des ménages. Personne ne pouvait se défaire de ses chaînes, même en tirant très fort. Puis des parlementaires, comme Brigitte Crottaz, sont venus délivrer nos camarades grâce à des pinces géantes symbolisant l'initiative. Il faut dire qu'avec cette initiative, les ménages devraient vraiment pouvoir sentir ce soulagement. 10 %, c'est déjà bien assez.

**Lancer une initiative en année électorale, c'est...**

... sportif ! Une récolte de signatures en parallèle à une campagne électorale est toujours particulièrement intensive ! Tout le monde est déjà sur le pont, il y a eu les campagnes électorales à Zurich, Bâle, Lucerne, sur Vaud ou encore au Tessin et les élections fédérales arrivent à grands pas. Mais c'est une occasion en or d'aborder la problématique des primes avec les personnes que nous rencontrons et cela permet d'illustrer par une proposition concrète l'engagement du PS pour une santé accessible à toutes et à tous. En plus, tout le monde parle politique cette année. Autant en profiter.

**Est-ce qu'on doit attendre des nouveautés pour cette campagne de récolte ?**

C'est dans les vieilles casseroles qu'on fait les meilleures soupes... Le PS a une longue expérience en matière de récoltes de signatures, c'est la force de notre parti. Mais une fois que chaque membre a renvoyé sa signature et celles de ses proches, il n'y a pas de miracle, il faut aller chercher les signatures les unes après les autres, dans nos réseaux, dans la rue, etc. Nous avons quand même prévu des actions spécifiques, comme des concours de récolte au niveau suisse, et nous nous mobilisons aussi sur les réseaux sociaux. En plus, nos collègues de l'informatique ont développé un nouvel outil de récolte électronique, DEMOVOX, disponible tout bientôt en libre accès. Il permet de remplir les formulaires électroniquement, seule la signature reste manuscrite.

**Quels défis rencontre-t-on lors d'une récolte de signatures ?**

Le problème classique, c'est lorsque les formulaires nous reviennent sans la commune politique, sans l'adresse, voire même quand les personnes ont oublié de signer. Dans ce cas-là, on ne peut vraiment rien faire et c'est rageant !

**Qu'en est-il des délais ?**

Les signatures rentrent à la vitesse « grand V », ce qui est très encourageant après un mois de récolte ! On voit que le thème répond à une attente et qu'il y a un engouement pour cette proposition. Vu la dynamique actuelle, avec l'effort de tout le monde, on pourrait imaginer déposer l'initiative plus tôt que prévu. Et si la mobilisation continue, pourquoi pas avant les élections fédérales de cet automne ? Mais pour cela, nous devons mobiliser le plus largement possible.

## JOURNÉES NATIONALES DE RÉCOLTE

- 1er mai
- 18 mai
- 22 juin
- 31 août

Des actions cantonales et régionales sont aussi prévues : renseignez-vous auprès des Partis cantonaux

[www.primes-abordables.ch](http://www.primes-abordables.ch)



# Deux grèves, 20 ans d'écart... les mêmes combats ?

Interview croisées co-construites  
par Pauline Crettol et Bastian Collet

**ALORS QUE LA GRÈVE DES FEMMES DU 14 JUIN PROCHAIN EST EN PLEINE PRÉPARATION, SOCIALISTES VOUS PROPOSE UN REGARD CROISÉ ENTRE CHRISTIANE BRUNNER, FÉMINISTE DE LA PREMIÈRE HEURE, ANCIENNE PRÉSIDENTE DU PS SUISSE ET CONSEILLÈRE AUX ÉTATS (GE), ET PAULINE SCHNEIDER, MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR DE LA JS SUISSE ET TRÈS ENGAGÉE DANS LA GRÈVE DE 2019.**

**1991 – 2019 : DEUX REGARDS, DEUX APPROCHES, UN MÊME COMBAT !**

**Quelle est l'inégalité la plus flagrante qui t'a poussée à t'investir dans la grève des femmes ?**

**Christiane Brunner (CB)** L'article constitutionnel sur l'égalité entre hommes et femmes – y compris l'égalité des salaires – n'avait jamais été mis en œuvre depuis son adoption dix ans plus tôt. Or, nous avons été très fières de cette victoire au niveau de la constitution en 1981 et nous avons attendu des résultats. Et il a bien fallu constater que, des résultats, il n'y en avait pas. D'où notre déception et notre colère.

**Pauline Schneider (PS)** Ce n'est peut-être pas « une » inégalité, mais plutôt l'hypocrisie générale qu'il y a autour du féminisme, surtout de la part de la droite, qui explique cette grève. On fait croire aux femmes que, l'égalité

étant dans la loi, elles ont tout en mains pour réussir, gérer leurs carrières, s'engager politiquement au même titre que les hommes. En partant du principe que l'égalité dans la loi est suffisante, on oublie totalement tous les facteurs structurels et sociaux qui – de fait – ne permettent pas aux femmes d'avoir accès aux mêmes opportunités, d'être considérées comme égales aux hommes.

**As-tu dû faire face, dans ton engagement politique, aux inégalités liées à des représentations de genre ?**

**CB** À l'époque où je suis rentrée au Conseil national, puis au Conseil des États, il y avait encore bien moins de femmes que maintenant ; j'ai donc été confrontée sans cesse à une majorité masculine. La meilleure illus-

tration en est sans doute ma non-élection au Conseil fédéral. J'étais la seule candidate du parti, mais la majorité des Chambres fédérales a quand même élu un homme socialiste à ma place. Jusqu'à ce que la mobilisation des femmes impose finalement l'élection d'une autre femme au Conseil fédéral en la personne de Ruth Dreifuss.

**PS** Pour ma part, j'ai déjà été confrontée à de telles inégalités, mais ce n'est pas le cas à la JS Suisse : le parti étant réellement engagé en faveur de l'égalité, nous avons des formations et des discussions qui permettent à toutes et à tous d'être conscients des difficultés qui existent en politique comme ailleurs pour les femmes. Par contre, lorsqu'on est confrontées à des personnes d'autres partis, qui n'ont pas conscience de cela ou qui ont sciemment choisi de l'ignorer, ça peut être très dur. Ces personnes basent leurs réflexions sur une vision méritocratique de la réussite, pensent que l'égalité a déjà été atteinte, ou ont une vision des femmes biaisée par les clichés et le sexisme ambiant.

### Quelles étaient, en 1991, ou sont, en 2019, les revendications principales portées les grévistes ?

**CB** En 1991, c'était l'égalité ! L'égalité des salaires, l'égalité dans l'insertion sur le marché du travail, l'égalité dans la répartition des tâches ménagères. Cela passait par plus de moyens pour concilier la vie professionnelle et la vie familiale par exemple.

**PS** En 2019, l'égalité salariale réelle, la reconnaissance du travail du « care », la fin des violences faites aux femmes. Le message est que les femmes en ont assez, leurs parcours sont semés d'embûches, elles sont systématiquement moins prises au sérieux que les hommes, leur sexualité est utilisée contre elles et sans cesse remise en question. Nous sommes en 2019, cela doit cesser !

### En quoi la pression de la rue peut-elle faire avancer les choses ? Quelles autres actions peuvent aboutir à des résultats ?

**PS** Tout d'abord, une pression venant de la rue permet à toutes les classes sociales de pouvoir manifester leur colère, et de faire entendre leurs revendications, ce qui n'est pas le cas lorsque l'on passe par la voie plus « institutionnelle ». Deuxièmement, on constate que les décisions politiques ne suffisent pas à faire entendre raison au camp bourgeois (comme en témoigne le grand nombre de non lors du vote d'entrée en matière sur la loi sur l'égalité : ils ne souhaitaient même pas en discuter !), une pression supplémentaire ne sera donc pas de trop. Sensibiliser par l'éducation, penser avec un autre prisme que le masculin ou sanctionner de manière appropriée les actes sexistes permet également de faire avancer la cause.

**CB** La grève des femmes de 1991 a eu un réel impact au niveau de la prise de conscience des femmes sur les inégalités encore existantes et de leur ras-le-bol de l'inertie de la société. Elle nous a aussi amené, entre autres choses, la loi sur l'égalité quelques années plus tard. Mais

pour mettre cet instrument en œuvre, il faut parvenir à rendre les salaires transparents dans le secteur privé et à contrôler et sanctionner les entreprises qui ne respectent pas l'absence de discrimination.

### Pourquoi, selon toi, la droite n'est-elle pas davantage présente sur cette thématique ? Ne serait-il pas nécessaire toutes les femmes s'unissent pour ce combat ?

**CB** Pour qu'un parti politique mette en priorité l'égalité de traitement entre femmes et hommes dans son action, il faut d'abord travailler à l'intérieur de ce parti. C'est ce qu'ont fait de nombreuses femmes dans les différents partis avec beaucoup de difficulté. D'ailleurs quand je suis entrée au PS en 1976, ce n'était pas encore une évidence, cela ne l'est devenu qu'avec le temps, et ce, grâce à notre combat féministe à l'intérieur de notre parti.

**PS** Dans l'idéal, les femmes doivent être solidaires, cependant l'idéologie de la droite est, par essence, individualiste, ce qui dessert la cause humaine. Le fait est que la droite ne se bat que pour l'intérêt des femmes les plus aisées, sans tenir compte des besoins de celles issues des classes sociales les plus basses, comme des places de crèches abordables et

en nombre suffisant, la reconnaissance du travail du « care », la protection des femmes issues de l'immigration, etc. Il faut faire converger les luttes !

### Quelle place doivent prendre les hommes dans ce combat ? Entre retrait et activisme ?

**PS** Le but du féminisme est l'égalité, une société dans laquelle chacune et chacun a les mêmes droits, et les mêmes chances. Actuellement, ce sont les hommes qui font les lois, dans les parlements comme dans la rue. Aujourd'hui, ils font partie de la classe dirigeante, mais nombreux sont ceux qui ont pris conscience et soutiennent les mouvements féministes, ce qui renforce le mouvement. Même si ce n'est pas à eux d'accaparer les plateaux télévisés pour expliquer en quoi il est difficile d'être une femme en politique, ils doivent s'engager, pour que cette lutte soit menée de manière commune.

**CB** Au PS Suisse, les hommes participent à notre combat – la plupart l'ont en quelque sorte intériorisé – ils sont donc les bienvenus pour se battre avec nous, à condition, comme l'a bien résumé Pauline, de ne pas squatter les premières places en laissant comme d'habitude les femmes à l'arrière.

## BREF HISTORIQUE

- 1968 Naissance en Suisse romande du Mouvement de libération des femmes (MLF)
- 1971 Droit de vote et d'éligibilité pour les femmes au plan fédéral
- 1981 Principe de l'égalité des sexes dans la Constitution suisse
- 1984 Elisabeth Kopp (PRD, Zurich) est la première conseillère fédérale
- 1990 Appenzell Rhodes-Intérieures introduit le droit de vote des femmes, suite à un arrêt du Tribunal fédéral
- 1991 Grève des femmes, 10 ans après l'inscription de l'égalité de la Constitution
- 1995 Adoption de la loi fédérale entre les hommes et les femmes
- 1999 Ruth Dreifuss (PS, Genève) est la première présidente de la Confédération
- 2000 Le peuple rejette très nettement l'initiative des quotas
- 2019 Grève des femmes pour lutter contre les discriminations, 14 ans après l'adoption de la loi sur l'égalité



# Le triple avantage de la RFFA

**LE TRIPLE EFFET DE LA RÉFORME FISCALE ET FINANCEMENT DE L'AVS (RFFA) : RENFORCEMENT DU FINANCEMENT DU FONDS DE L'AVS, FIN DE L'INJUSTICE DES STATUTS SPÉCIAUX, REDISTRIBUTION D'UN MILLIARD AUX CANTONS ET COMMUNES.**

La RFFA est un accord et compromis politique trouvé au Parlement et qui propose une réponse à deux problèmes actuels majeurs: le manque de financement du fonds AVS avec l'arrivée en force des baby-boomers à la retraite et la trop basse imposition des entreprises multinationales. Cette situation contrevient actuellement à ce qui est admissible sur le plan international. Sans solution sur la fiscalité des multinationales, la Suisse se retrouverait sur les listes noires de l'UE.

La Suisse, comme d'autres pays, a pratiqué une concurrence fiscale internationale agressive durant de longues années, en proposant des taux d'imposition extrêmement bas pour attirer les multinationales. C'est ce qu'on appelle les statuts fiscaux spéciaux. La Suisse a par là même «spolié» les recettes fiscales d'autres États.

Dans le même temps, les PME suisses étaient soumises à des taux d'imposition plus élevés. La fin de ces statuts spéciaux est donc une bonne chose tant au niveau international (tous les pays membres de l'UE devant se plier à cette règle) qu'au niveau intérieur, puisque nos



Ada Marra, conseillère nationale (VD)

PME ne seront plus préférentielles face aux multinationales.

La fin des statuts spéciaux a entraîné deux effets au niveau suisse: la plupart des cantons ont réajusté leur taux, désormais unique, d'imposition des entreprises et le Parlement a retouché des instruments fiscaux à disposition de ces mêmes entreprises. Ce second effet, nous l'avons combattu par référendum avec succès, en 2017, lorsque le Parlement avait chargé la hotte des privilèges aux entreprises. Suite à ce référendum le Parlement est revenu à une mouture plus raisonnable en encadrant et en limitant ces privilèges, parfois même en les abolissant. Je pense ici à l'augmentation de 50 à 70 % de l'imposition des dividendes au niveau fédéral. Pour compenser

**Deux milliards de francs entreront, chaque année, dans le fonds AVS.**

en partie la perte de recettes des cantons, ces derniers et les communes recevront un milliard de compensation. Certes, des instruments de niches fiscales persistent, mais la casse est ainsi plus que limitée.

Car, et c'est le deuxième aspect de cette votation, pour chaque franc gagné par les entreprises au travers de cette réforme, un franc doit être attribué au financement du fonds AVS. Ce ne sont donc pas moins de deux milliards annuels qui entreront dans les caisses du fonds, lequel présente un déficit de financement croissant en raison de l'allongement de l'espérance de vie et de l'arrivée des baby-boomers à l'âge de la retraite. La situation financière de l'AVS se détériore depuis dix ans. Depuis 2014, la balance de l'AVS est négative: les cotisations des assuré-e-s et des financements publics ne suffisent aujourd'hui plus à financer les rentes actuelles. Le déficit de financement entre 2021 et 2030 serait de 53 milliards. RFFA réduit cet écart à 23 milliards. En d'autres termes: RFFA couvrirait environ 57 % des besoins de financement. Les deux milliards annuels versés proviendront de trois apports différents de financement:

- 800 millions par les impôts et la TVA (inchangés!);
  - 0,15 d'augmentation des cotisations salariales patronales;
  - 0,15 d'augmentation des cotisations salariales des employé-e-s.
- Ces deux dernières parties représentent 1,2 milliard.

Vous le savez, la menace d'une augmentation de l'âge de la retraite des femmes et d'une baisse des prestations plane comme proposition de la part de la droite, contre laquelle nous nous battons par référendum s'il le faut. Avec cette proposition de financement, nous aurions environ 7 ans pour trouver une solution équilibrée, ne touchant ni à l'âge de la retraite, ni aux prestations.

Comment peut-on dire non à un projet qui abolit des avantages fiscaux indus, tout en assurant le financement de l'AVS pour un certain nombre d'années, sans toucher aux prestations et en redistribuant un milliard aux communes et aux cantons ?

Le 19 mai, disons OUI à la RFFA!



Cristian Newman



# Oui à la directive sur les armes : stop aux *fake news*



**LE DÉBAT AU SUJET DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES ARMES A PRIS UNE TOURNURE COMPLÈTEMENT IRRATIONNELLE AVEC LA CAMPAGNE FORCENÉE DE L'UDC ET DE SES ACOLYTES. ILS TENTENT DE FAIRE CROIRE À LA POPULATION QUE LA MÉCHANTE UNION EUROPÉENNE VA INTERDIRE TOUTE ACTIVITÉ SPORTIVE LIÉE AUX ARMES, METTANT AINSI EN PÉRIL NOS TRADITIONS HELVÉTIQUES.**

Reprenons du début. L'Union européenne (UE) a adopté une nouvelle réglementation sur les armes. La Suisse a choisi d'adapter sa législation pour se mettre en conformité, afin de maintenir sa participation aux accords de Schengen. Dans les faits, il s'agit de reclassifier certaines armes et d'améliorer leur traçabilité. La Suisse bénéficiera d'une situation particulière, telle que négociée par le Conseil fédéral. Elle a ainsi pu éviter l'interdiction totale des armes semi-automatiques normalement prévue par l'UE.

L'acquisition d'armes restera possible pour les tireurs sportifs, membres d'une société de tir qui devront prouver l'utilisation régulière d'une arme pour leur pratique. La reprise de l'arme d'ordonnance à la fin du service militaire n'est par ailleurs pas remise en cause. L'autorité transformera ces armes en armes à feu semi-automatiques et vérifiera régulièrement que les personnes concernées ne présentent pas de risques pour la sécurité publique. Enfin, les chasseurs ne sont pas concernés, car la possession de toutes les autres armes à feu continuera à être régie par la loi sur les armes.

En matière de traçabilité, il faut relever une avancée avec l'instaura-



Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale (GE)

tion d'un registre des armes, lequel sera assuré par les cantons, conformément à leur demande.

## **Plus de contrôles, moins de violence**

Les armes en circulation sont très nombreuses et constituent une source d'insécurité pour la population. Le nombre d'homicides et de suicides est à mettre en relation avec la détention d'une arme chez soi. La Suisse figure au troisième rang mondial pour la détention d'armes à feu et détient le triste record de premier pays européen en matière de suicides par armes à feu. Les femmes sont plus souvent victimes d'homicides dans le cadre des violences domestiques qui finissent tragiquement.

**La campagne d'infox menée par les opposant-e-s dépasse l'entendement.**

Les tueries à répétition, auxquelles on assiste malheureusement aux États-Unis, sont très directement liées à la culture de la possession d'armes et à l'illusion d'une protection que procureraient ces dernières.

## **Un projet modeste, mais nécessaire**

Comme on le voit, le projet soumis au peuple le 19 mai 2019 a un objectif très modeste en regard des énormes besoins de prévention dans ce domaine. Il s'agit principalement de reprendre l'acquis de Schengen, qui est néanmoins important pour la Suisse dans le domaine de la sécurité: le système d'information de Schengen est utilisé de manière intensive par nos polices cantonales. Il permet par exemple d'empêcher l'entrée dans notre pays de personnes signalées comme dangereuses. En cas de refus de cette directive par le peuple, la Suisse se retrouverait exclue du système. Cela aurait aussi des répercussions dans le domaine économique, notamment pour le tourisme: le visa Schengen ne couvrirait plus la Suisse et les touristes devraient demander un visa supplémentaire.

L'UDC et les représentants des lobbies des armes utilisent des arguments mensongers et pensent faire vibrer la corde sensible du patriotisme et de l'indépendance de la Suisse pour faire passer leur projet irresponsable visant à isoler notre pays. Gageons que le peuple ne se laissera pas bernier!

trouver un consensus, d'autant que deux initiatives populaires ont déjà le terrain. Celle du PDC pour un frein aux coûts et celle du PS pour un plafonnement des primes à 10% du revenu.

# La franchise à 350 francs est morte

**ASSURANCE MALADIE** Le revirement de l'UDC met en évidence les blocages qui freinent la réforme du système de santé.

PAR CHRISTIANE IMSAND, BERNE

Le ton est monté. On a rarement senti une telle tension dans les travées du Conseil national. La hausse de 300 à 350 francs de la franchise minimum de l'assurance maladie de base a été balayée, hier, par 101 voix contre 63 et 28 abstentions en raison du revirement de l'UDC. Le

mentaire UDC Thomas Aeschi s'en est pris violemment au PS qu'il a accusé d'être à l'origine de tous les maux de l'assurance maladie. Selon la procédure parlementaire, le Conseil national ne devait, en principe, que confirmer en votation finale un projet déjà avalisé par les

PDC Ivo Bischofberger (AI). La modification de la loi sur l'assurance maladie soumise par le conseiller fédéral prévoyait d'ajuster périodiquement le montant des franchises pour adultes à l'évolution des coûts de la santé. Elle aurait entraîné, dans un premier temps, une hausse de la franchise mi-

ment d'un référendum. Le coup de théâtre est intervenu à la fin de la semaine passée quand l'UDC a subitement annoncé qu'elle combattrait la réforme lors de la votation finale. Explication de Thomas Aeschi: «L'augmentation de la franchise pénalisera la classe moyenne. Il faut combattre la

pond «qu'on peut toujours devenir plus intelligent».

### Le PDC s'abstient

Les autres partis crient tous à l'électoratisme, mais le PLR s'est retr... la hausse compa... du parti que (PBI) dérée. N... gédie exclaimé Beat W... pas pas: méchar s'abste... bles à chise, r... litique électio pas no

décision. Par contre le chef du groupe socialiste Roger Nordmann jubile. Il voit dans la volte-face de l'UDC un effet direct de la stratégie du PS. «Nous avions annoncé le lan... d'un... Il s'est retr... nous des si...

## La franchise restera à 300 fr.

**SANTÉ** Les franchises de l'assurance-maladie n'augmenteront pas régulièrement. La majorité de l'UDC et la gauche se sont alliées hier pour enterrer la révision de la loi au National. La franchise de base devait passer à 350 francs après l'entrée en vigueur de la loi. Pour l'UDC Thomas Aeschi, il était hors de question de soutenir le rafistolage d'un système en ruine sur le dos de la classe moyenne. >>> 7

# L'augmentation automatique des franchises enterrée grâce au PS

**MAIS QUE S'EST-IL PASSÉ LE 22 MARS, DERNIER JOUR DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DE PRINTEMPS, POUR QUE L'UDC ET LES SOCIALISTES REFUSENT ENSEMBLE UNE MODIFICATION DE LA LAMAL CONCERNANT L'ADAPTATION DES FRANCHISES À L'ÉVOLUTION DES COÛTS DE LA SANTÉ? LE CAMP BOURGEOIS, EMMENÉ PAR L'UDC A FAIT UNE MAGNIFIQUE DÉMONSTRATION DE SON INCOHÉRENCE.**

### La fin de la solidarité entre les assuré-e-s

Les Chambres fédérales ont achevé l'examen d'un projet de loi prévoyant d'augmenter les franchises des primes d'assurance-maladie, en les adaptant automatiquement à l'évolution des coûts de la santé, en commençant par une franchise minimale fixée à 350 francs et en progressant par palier de 50 francs supplémentaires. Le Parti socialiste a activement combattu, tout au long des débats, cette mesure qui aurait encore accru les coûts de la santé à charge des patient-e-s. Les premières victimes auraient été les assuré-e-s à faibles revenus, les personnes âgées ou handicapées et les malades chroniques. Pour des raisons financières, certains patient-e-s auraient dû re-

porter des traitements pourtant nécessaires, ce qui peut entraîner de graves complications, et conduire, in fine, à des coûts plus élevés. Cette nouvelle répercussion des coûts sur les patient-e-s concernerait une grande majorité d'assuré-e-s, qui croule déjà sous le poids des primes et des quotes-parts d'assurance-maladie.

### La menace du référendum fonctionne

Le PS avait annoncé le lancement d'un référendum, si la majorité bourgeoise persistait à vouloir augmenter encore les franchises. Mais l'UDC et le PDC ont fait volte-face lors des votes finaux, réalisant soudainement l'impopularité de la mesure en année électorale. L'UDC a ainsi révélé n'avoir aucun plan d'action cohérent en matière de politique de santé. L'objectif de la mesure était déjà en soi discutable, puisque rien ne prouve que cette augmentation des franchises aurait permis de faire baisser les coûts de la santé. Et invoquer la responsabilité individuelle comme l'a fait la droite, face à des personnes en situation de détresse financière ou gravement atteintes dans leur santé, relève de la pure insolence. J'ose espérer (sans grande naïveté) qu'avec ce rétropédalage



Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (FR)

ridicule, l'augmentation des franchises ne reviendra pas sur le tapis avant plusieurs années.

### La solution: l'initiative d'allègement des primes

Depuis l'entrée en vigueur de la LAMAL, le montant des franchises a déjà pris l'ascenseur, à tel point qu'en Suisse les patient-e-s couvrent eux-mêmes environ un tiers des dépenses de santé. C'est beaucoup plus que dans les pays voisins, et le PS se bat pour que les patient-e-s ne doivent pas payer encore davantage pour accéder aux soins. L'initiative d'allègement des primes que nous venons de lancer s'avère d'autant plus nécessaire que le camp bourgeois n'a aucune solution à proposer pour contrer ce fardeau croissant.

**DIMINUTION DES RENTES AI POUR ENFANT**  
Autre point de cette session, la majorité du Conseil national a accepté une nouvelle mesure d'économie sur le dos des plus fragilisés. La droite du parlement a ainsi saisi l'occasion d'une révision de l'AI, destinée initialement à optimiser la réinsertion professionnelle, pour réduire les rentes pour enfant: l'allocation passera de 40% à 30% de la rente du parent bénéficiaire AI après un délai de transition de trois ans. Un nouveau coup très dur pour les parents en situation de handicap, qui ne fera que gonfler les charges des prestations complémentaires. Espérons que le Conseil des États ait plus d'empathie pour ces familles.

## Les franchises ne croîtront pas régulièrement

**Le Conseil national rejette vendredi la révision de la loi sur les assurances maladie**

Les franchises de l'assurance maladie n'augmenteront pas régulièrement. La majorité de l'UDC et la gauche se sont alliées vendredi pour enterrer en votations finales la révision de la loi au National par 101 voix contre 63 et 28 abstentions.

Forcé de légiférer par le parlement, le gouvernement a développé un concept qui ne concerne pas les enfants. Toutes les franchises des adultes devaient grimper de 50 francs dès que les coûts...

vaient à 3777 francs. La franchise de base devait ainsi passer de 300 à 350 francs peu après l'entrée en vigueur de la loi. Seul le camp rose-Vert avait rejeté ce concept lors des débats dans les Chambres. Il dénonçait un projet inefficace et antisocial, pénalisant surtout les malades chroniques, les personnes âgées et celles qui ont un faible revenu. Le PS avait également annoncé vouloir combattre la révision de la loi par référendum. Vendredi, la gauche a été rejointe par l'UDC pour faire capoter le projet. L'UDC est le seul parti à s'être battu contre la loi sur l'assurance maladie qui a conduit à l'explosion inévitable des coûts de la santé, a tempêté Thomas

# Une Présidence sous le signe de la diversité

Le 26 novembre 2018, le Parlement m'a élue à la Présidence du Conseil national. Je suis désormais chargée de diriger les délibérations de la Chambre du peuple et de représenter le Parlement en Suisse et à l'étranger. Pendant mon année de Présidence j'ai décidé de mettre l'accent sur deux thèmes principaux: encourager la participation des femmes à la vie politique et donner voix aux minorités.

Concrètement, je veux encourager les femmes à se lancer en politique et à suivre les pionnières qui sont entrées sous la coupole en 1971. Avec l'aide précieuse des services du Parlement, j'ai lancé une page web «femmes politiques», qui permet de rendre plus visibles les actions et les événements organisés cette année au Palais fédéral pour susciter

des vocations de politiciennes et promouvoir ainsi l'égalité.

Car la démocratie se doit de représenter l'ensemble de la population, les hommes comme les femmes. Faire avancer les droits des femmes et l'égalité des genres, c'est construire une société plus juste, plus responsable et plus respectueuse de la diversité en général. La représentation et l'engagement des femmes en politique sont essentiels pour y parvenir.

En tant que féministe, je soutiens la grève des femmes du 14 juin et suis convaincue que le féminisme dépasse la question des genres: c'est avant tout une question de valeurs et de choix de société, c'est combattre toute forme de discrimination, envers les femmes, envers

les personnes vulnérables ou envers les personnes d'origine étrangère. Cela implique la perspective d'un changement de paradigme dans nos représentations, et notamment de notre conception du pouvoir.

En tant que représentante d'une minorité linguistique et culturelle, la Suisse italienne, je m'engage pour la valorisation du plurilinguisme et la promotion des minorités – linguistiques, mais pas uniquement. J'ai donc décidé de présider les débats du Conseil national entièrement en italien. En Suisse, plusieurs langues, cultures et religions se côtoient avec succès et cette diversité constitue le fondement de notre pays.

Marina Carobbio, conseillère nationale (TI), présidente du Conseil national 2018–2019

## CHIFFRE DU MOIS

# + 10 mia.

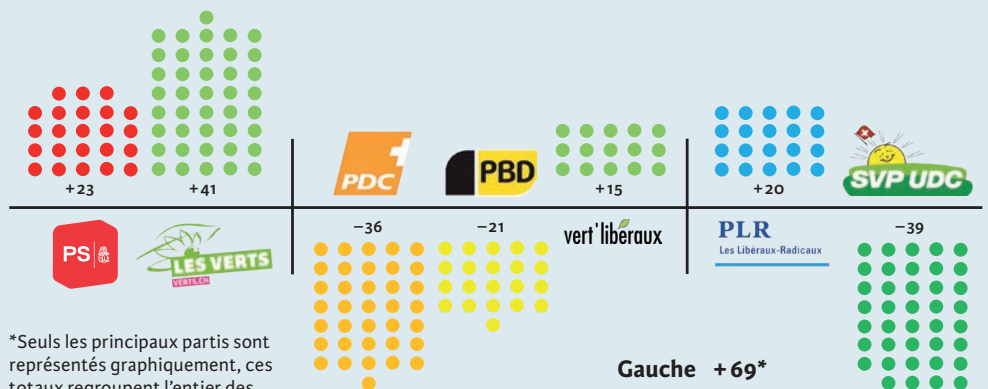
C'est le montant que la majorité bourgeoise a décidé de dédier au développement du réseau des autoroutes suisses lors de la dernière session parlementaire à Berne. En parallèle, de nombreuses propositions en faveur de l'environnement ont été refusées. Toujours selon le bilan dressé par nos élu-e-s au Parlement, la droite a voté pour 88 millions de coupes budgétaires pour les enfants des bénéficiaires de rentes AI alors qu'elle augmentait les déductions fiscales pour les familles riches et les personnes seules pour un total de 825 millions. Il est temps de briser la loi du plus fort au Parlement.

## LE RÉSULTAT DU MOIS

# + 69

C'est le nombre de sièges que la gauche a remportés dans les parlements cantonaux depuis les dernières élections fédérales d'octobre 2015. Rien qu'en ce début d'année, à Zurich, à Bâle, à Lucerne ou au Tessin, le constat est clair: les électrices et les électeurs en ont assez des majorités bourgeoises, complètement déconnectées de leurs réalités. Le climat, la santé, l'égalité, le travail pour toutes et tous: voilà ce qui préoccupe la population. Nous en avons fait nos thèmes de campagne, mais nous nous battons depuis de nombreuses années pour des solutions dans ces domaines, et pas seulement lorsque surviennent les élections. Il est temps! Il ne faut pas lâcher la pression et ensemble, nous serons victorieux en octobre prochain.

### Evolution dans les parlements cantonaux depuis les élections fédérales d'octobre 2015



\*Seuls les principaux partis sont représentés graphiquement, ces totaux regroupent l'entier des forces politiques, y. c. les plus petits partis

**Gauche** + 69\*  
**Centre** - 37\*  
**Droite** - 31\*

**MOINS  
D'ARMES.  
MOINS DE  
VIOLENCE.**



**OUI** À LA LOI SUR  
LES ARMES  
LE 19 MAI

**RENFORCER  
L'AVS**

**IMPOSER  
PLUS LES  
MULTI-  
NATIONALES**

**OUI** À L'AVS  
À LA RÉFORME FISCALE



**PRÊTES POUR  
LA GRÈVE ?**

Commandez vos badges dès maintenant  
sur le site des Femmes\* socialistes  
[www.ps-femmes.ch](http://www.ps-femmes.ch)

élections  
européennes 19

[www.elections-europeennes2019.ch](http://www.elections-europeennes2019.ch)

**ENSEMBLE  
POUR UNE  
EUROPE FORTE  
ET SOCIALE**

23 – 26 mai 2019

Les voix des Européen-ne-s  
en Suisse comptent !

**PES**  
SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**SP**